



La fédération de Loire-Atlantique en congrès

Le 34ème congrès du PCF a donné lieu à un débat exigeant et serein. Les communistes de Loire-Atlantique réaffirment leur ambition pour leur parti et pour son avenir. L'occasion aussi de renouveler les directions.

p 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 861

11 décembre 2006

prix: 0,70 €



Des luttes ouvrières en Loire-Atlantique au 34ème congrès du PCF : Organiser la riposte !

■ LA CGT À L'OFFENSIVE

Lors de son passage à Nantes, Bernard Thibaut a exprimé son soutien aux luttes en cours et témoigné des ambitions du syndicat CGT qui devient avec les prud'hommes le premier syndicat de Loire-Atlantique

P 3

■ HISTOIRE

Dans son dernier ouvrage, Eric Hobsbawm travaille sur le rapport de Marx à l'histoire.

P 6

■ QUELLE POLITIQUE PORTUAIRE DEMAIN ?

Engagé aux côtés des travailleurs portuaires pour gagner le retrait de la réforme, Gilles Bontemps exprime ses fortes inquiétudes quant à l'avenir des ports français.



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00 ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Faux départ

Scandalisé par le «spectacle déplorable» donné par son parti en congrès, **Joël Batteux a fait savoir qu'il se mettait «en congés du PS» le 23 Octobre**. Vacance de courte durée puisque le maire de Saint-Nazaire mettait fin à ce «congé» le 28 Octobre satisfait des «signes d'apaisement» survenus après l'élection définitive de Martine Aubry. **L'homme de gauche malintentionné pourrait y voir une attitude de girouette. Loin s'en faut, il s'agissait là d'un hommage appuyé de Joël Batteux à la nouvelle première secrétaire: Celui-ci a tout simplement posé 5 jours de RTT.**

C'est grave docteur ?

A Douai, Sarkozy a livré aux journalistes cette surprenante déclaration: **«Nous allons accélérer massivement des décisions d'investissement qui dormaient dans les cartons des ministères avec la certitude qu'une grande partie d'entre eux ne verraient jamais le jour»**. Le dossier de presse de l'Élysée annonce pourtant que tous ces projets étaient prévus pour «après 2010». C'est tout de même inquiétant que le président considère que 2010 n'arrivera jamais. Elle est si grave que ça la crise?

Inconvénients



Dominique Bussereau ne «voit pas d'inconvénients à ce que le Parlement vote une modification de la "Loti" (loi d'orientation des transports intérieurs) permettant d'expérimenter l'ouverture à la concurrence» des Trains Express Régionaux. Il y a fort à parier que les usagers, les cheminots, et de nombreux élus régionaux parmi lesquels les vice-présidents communistes aux transports communistes y trouvent des «inconvénients» et les fassent entendre avec force au ministre.

Dispute conjugale

Après le départ de Robert Hue du conseil national du PCF, c'est Jean-Claude Gayssot qui voudrait voir naître «une nouvelle force politique de gauche», considérant «qu'en tant que PCF, le parti n'a plus d'avenir». L'ancien ministre des transports annonce pourtant à la presse qu'il n'entend pourtant pas quitter le parti dont il a la carte depuis... son mariage. Tu sais Jean-Claude, on est en République, les divorces, c'est parfois douloureux, surtout lorsqu'ils sont politiques, mais ça vaut parfois mieux que de pourrir la vie de la famille en l'installant dans une situation malsaine.

Point de vue

Par Michel Rica



travailler à donner un prolongement aux débats commencés dans leurs congrès locaux. Les dizaines d'amendements qui ont été discutés avaient pour ambition de rendre plus lisible, utile, ce document d'orientation politique qui sera voté par les délégués à leur 34ème congrès.

Pourtant la tâche de ces militants n'est pas simple face à un affaiblissement électoral et face à une crise économique dévastatrice sans précédent.

Une crise accompagnée dans notre pays par un président et un pouvoir

politique dont l'ambition première est la casse et la remise en cause des acquis sociaux.

Ces débats ont aussi permis de mesurer où en est l'exigence de transformation sociale dans notre pays afin de mieux s'opposer aux décisions mises en œuvre par la droite et les libéraux au service exclusif du patronat. Face à cette situation économique, sociale, politique, mais aussi face aux débats qui traversent le Parti Communiste et la volonté affichée par certains communistes d'en rabattre, les communistes de Loire Atlantique ont eux réaffirmé la nécessité de l'existence d'un Parti Communiste Français.

Leur ambition est de se tourner vers ceux et celles qui souffrent dans leur vie de tous les jours, inquiets de leur avenir et de celui de leurs enfants et de les inviter à se rassembler sans attendre dans les luttes et dans l'action.

Face au mécontentement, les communistes entendent créer toutes les conditions permettant à la gauche de débattre, de se mobiliser, se rassembler. Le congrès des communistes de Loire-Atlantique augure d'une volonté sans faille, celle de créer les conditions de ce rassemblement afin d'ouvrir la crédibilité que la droite peut être battue et une politique véritablement de gauche mise en œuvre.

Capitalisme: La crise des solutions ?

Face à la crise économique et sociale qui touche notre pays, mais aussi, la planète dans son ensemble, il est plus que temps d'agir. C'est bien le capitalisme – que certains prétendent aujourd'hui pouvoir moraliser – qui entraîne crises sur crises. Les profits de quelques uns se sont fait au mépris du plus grand nombre. **La baisse du pouvoir d'achat, la stagnation des salaires, les délocalisations, sont une réalité pour les salariés et elles nourrissent le système capitaliste.** Maintenant que la maison brûle, que les plans sociaux se succèdent les uns aux autres, la droite se trouve face à ses propres contradic-

tions. Après avoir attribué 360 milliards d'euros aux banques et ce sans aucune contrepartie, Nicolas Sarkozy va mettre en branle son plan de relance de l'économie. **Aucune relance de la consommation n'est prévue dans ce plan. La relance devra se faire par l'investissement et l'on presse déjà les cadeaux fiscaux aux entreprises sans aucune garantie sur les salaires ou l'emploi.** Il semble que le gouvernement ne mesure pas bien l'ampleur des dégâts. Eric WOERTH pense que des «mesures de court terme» suffiront ; en somme cette crise serait passagère et le système capitaliste se porterait bien.

Dans cette situation les attentes des populations vis-à-vis de la classe politique se font de plus en plus pressantes. S'il est

clair que les pré-occupations de la droite ne se portent ni vers les souffrances des salariés, des chômeurs, des retraités... le parti socialiste est lui-même confronté à ses contradictions, refusant de se positionner quant à cette crise du libéralisme. Il ne suffit plus d'aménager, voir de moraliser le système mais bien d'en changer. C'est le sens des propositions que formulent les communistes.

Des mesures peuvent être présentées pour réorienter l'argent vers la revalorisation des salaires et des pensions, pour engager de grands programmes en



matière de recherche, de santé, de transport... Il faut exiger des banques plus de transparence, mettre en place un pôle public du crédit qui favorise l'investissement utile et taxer les mouvements de capitaux..

De vous à moi...

Jusqu'ici tout va bien. L'économie nationale résiste paraît il mieux que celle des autres pays européens et nos voitures se vendent mieux que celles des espagnols. Mieux, dans son immense mansuétude, le ministre du travail Xavier Bertrand ouvre de nouveaux droits pour les salariés: Ils pourront bientôt travailler le dimanche, et même jusqu'à 70 ans. Et le gouvernement travaille à transformer le pays en «levant les obstacles à l'emploi».

Puisqu'on vous dit que tout va bien ! Le secteur automobile profite de la crise pour licencier et mettre les ouvriers en chômage partiel ? Aucun problème, les pauvres n'auront qu'à emmener leur vieille voiture polluante à la casse, on leur en donnera mille euros pour en acheter une neuve... et une propre par-dessus le marché !

Tout va bien on vous dit ! Bon, c'est vrai que ce qui se passe sur les marchés financiers, c'est mal. Mais c'est pas grave, on va punir les banquiers coupables, moraliser et refonder le capitalisme et Hop, après deux ou trois réunions du G 20 et un ou deux plans de relance, c'est réglé ! Jusqu'ici, tout va bien ! le gouvernement Sarkozy veille surveille et réprime, pour encore au moins 3 ans. AS

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

Donges-Est

Dans «La Loire-Atlantique de demain», document référence pour l'action du conseil général, celui-ci fait état de son soutien à la création d'un nouveau poste roulier à Saint-Nazaire pour répondre à l'augmentation d'activité d'Airbus, et au projet d'auto-route de la mer. Mais il n'est plus question de l'extension du port à Donges-Est.

Avec Roger David, intervenu en séance pour rappeler sa vigilance, les communistes de Loire-Atlantique continueront de travailler à ce que soit mis en œuvre de ce projet utile au développement du département.

Amiante

Lors d'une réunion d'information à Saint-Nicolas de Redon, Roland Hottelard, responsable de l'Association de défense des victimes de l'amiante a témoigné du terrible bilan de l'amiante: «50 millions de personnes en France exposées et 4 000 morts par an, dix par jour, à l'heure actuelle». L'occasion de rappeler également que la Loire-Atlantique constitue «l'épicentre de la contamination avec les chantiers navals»

Manitou

Le constructeur français d'engins de manutention tout-terrain (2.800 salariés en France) a annoncé le 2 décembre 31 jours de chômage technique jusqu'en février pour les 700 salariés de son usine d'Ance-nis (Loire-Atlantique).

Prendre l'offensive !



Le 26 novembre avait, pour le syndicat CGT de notre département, un caractère particulier. C'était une journée de mobilisation pour nous mettre, ensemble, en situation de prendre l'offensive et d'adresser un message clair au Medef et au gouvernement. C'était aussi la fin du tour de France dans le cadre de la campagne prud'homale de Bernard Thibault.

Le fil rouge de cette journée était de se placer résolument à l'offensive : la riposte sociale à la régression ; la mobilisation pour nos droits, notre dignité, notre avenir et l'adresse d'un message clair au gouvernement et aux organisations patronales pour appuyer toutes les revendications.

Ainsi devant l'usine Trelleborg à Carquefou, plusieurs centaines de salariés exprimaient leur mécontentement. Quand B.Thibault a exprimé la détermination de la CGT à **travailler sans relâche à une mobilisation nationale intersyndicale réunissant privé et public** ; il a été fort applaudi.

Le tableau décrit par la dirigeante du syndicat CGT de Trelleborg, lors de la prise de parole, est bien sombre pour nombre de salariés. Partant de son entreprise, elle rappelle la délocalisation en Turquie, Slovaquie, Pologne d'une partie de la production avec pour conséquence 450 suppressions d'emploi.

Puis, elle évoque la situation d'un nombre grandissant de salariés en chômage partiel ou définitif... : Manitou : 31 jours de chômage technique jusqu'en février pour les 700 salariés de la production, avec toutes les conséquences sur les



nombreux sous-traitants de cette entreprise, comme l'entreprise LEDUC, MANULTI OTIM, Bouhyer... La création de la filiale française d'EADS, Aker où l'avenir est loin d'être assuré. le CHU à Nantes, Béguin Say... Elle conclue en interpellant les participants : «On a eu les exemples des industries du textile, de la chaussure, de

l'électroménager qui ont été entièrement délocalisées. Aujourd'hui si rien n'est fait, l'industrie automobile et les équipementiers vont subir le même sort dans les quelques années qui viennent.»

Alors, cette situation n'est que fatalité ?

Lors du meeting de cette fin de journée, B.Thibault, devant 800 personnes, prolongeait cet appel **en affirmant que la crise prend racine dans les politiques antisociales, est un alibi. Il invite à faire en sorte que les revendications des salariés, des chômeurs, des retraités occupent le devant de la scène.**

«La période est marquée, comme rarement, par le mécontentement d'une majorité de la population et les attentes sociales.» : affirmait-il. Tout en constatant que «malheureusement, si tous les syndicats affirment partager les critiques sur la politique actuelle du

gouvernement et sur le comportement des employeurs, des différences d'options sont apparues dès lors qu'il s'agissait d'envisager sans attendre la mobilisation des salariés». Chaque jour qui passe allonge la liste des mauvais coups qui fragilisent un peu plus les



salariés. Alors pas d'attentisme !

Cette détermination est renforcée par le résultat des prud'homales qui lui confère des responsabilités importantes pour construire une démarche syndicale, soucieuse du rassemblement et de l'unité d'action.

Dans une situation aussi grave, la gauche doit être au rendez-vous, rassemblée autour de propositions réalistes et audacieuses. C'est la condition pour sortir de la crise, et ouvrir enfin une véritable alternative aux ravages du capitalisme. C'est à cela que les communistes consacrent tous leurs efforts. Pour cela redonnons à la politique les moyens d'agir sur l'économie !



L'écho du congrès...

34 ème congrès : l'exigence de la souveraineté

A quelques jours du congrès national, l'existence du PCF semble être revenue à la mémoire des journalistes nationaux. Bien sur, il s'agit là du **plupart du temps de présenter un parti moribond rongé par les divisions. Avec 130 000 militants et près de 13 000 élu(e)s, ce qui représente le troisième réseau d'élu(e)s de France, derrière le PS et l'UMP mais loin devant le MODEM, les Verts ou le Nouveau centre avec qui les médias sont bien plus conciliants.**

Mais il est vrai qu'à l'approche du congrès, plusieurs dirigeants communistes semblent s'être passé le mot pour donner du grain à moudre à des journalistes qui n'en attendaient pas moins.

La souveraineté des communistes en question

Un texte d'abord, signé par une vingtaine de responsables communistes nationaux ayant pour la plupart contribué à la rédaction de la base commune et proposant le changement de nom du parti avait déjà provo-

qué de nombreuses réactions. **L'annonce de Robert Hue ensuite de quitter le conseil national, le matin même où de nombreuses sections entamaient leur congrès local et à une semaine des principaux congrès départementaux a suscité l'incompréhension, la colère parfois de nombre de militants. D'autant que l'annonce d'une réunion visant à créer «une nouvelle force politique de gauche» en marge et sur le site même du congrès a rapidement suivi.** Signée par plusieurs responsables communistes comme Jean-Claude Gayssot et d'une part, mais aussi Patrick Braouezec et Jacques Perreux, cette invitation à traiter de questions aussi essentielles que celle de l'existence du PCF en dehors et en l'absence des délégués au 34 ème congrès apparaît comme un déni de souveraineté des communistes

Des militants rejetant la division

Ces démarches, de natures diverses apparaissent d'autant plus choquantes qu'elles

interviennent alors même que dans leur immense majorité, les militants communistes ont fait état de leur volonté d'unité et de rejets des divisions.

En Loire-Atlantique, ce sont plusieurs centaines de militants qui ont travaillé, avec sérieux et dans une ambiance fraternelle dans les 11 congrès locaux qui ont élu les 130 délégués au congrès départemental. Ils ont indiqué leurs exigences sur le fonctionnement du parti et leurs ambitions pour l'avenir.

C'est à partir de ces débats que les communistes veulent construire, ensemble, les réponses d'avenir. A

l'heure même où le congrès pose d'importantes questions sur les stratégies politiques, les rassemblements à opérer, l'ouverture et le renforcement nécessaires au Parti, certaines attitudes et prises d'initiatives peuvent marquer des clivages et ne favorisent pas la sérénité des débats. Gageons que la volonté unitaire, la culture solidaire et fraternelle des communistes permettra de réussir un congrès respectueux marqué par l'ambition à l'heure où les salarié(e)s et les familles populaires ont plus que jamais besoin de partis de gauche forts et utiles à leurs côtés.



Le dossier.

Congrès fédéral de Loire Atlantique

Les communistes renouvellent leurs directions et expriment leurs exigences

Réunis en congrès départemental, 120 communistes ont travaillé pendant deux jours. 123 amendements ont été examinés par la commission chargée de travailler le texte. 88 ont été examinés par le congrès départemental, 70 ont été adoptés et 18 n'ont pas été retenus.

La plupart portaient sur l'analyse du monde actuel bien sûr, sur le projet et les dynamiques de rassemblements aussi mais les communistes de Loire-Atlantique ont aussi souhaité réaffirmer la nécessité de l'existence et du renforcement d'un parti communiste français déterminé à se porter à la hauteur des enjeux de son époque.

Ils ont adopté la résolution suivante:

« La crise que nous

connaissons aujourd'hui est la crise du système capitaliste mondialisé. Ses conséquences sont déjà dévastatrices pour les peuples et les réponses données par les forces du capital font craindre que le mal s'aggrave et que le pire soit à venir.

Dans ce contexte, en France, les choix politiques et les « réformes » financières, économiques et sociales de Sarkozy marquent une rupture : il met radicalement en cause le pacte républicain et la spécificité du modèle social français.

Pour autant rien n'est écrit ! L'exigence de transformation sociale est à l'ordre du jour. Les communistes veulent contribuer à construire une société en rupture avec le capitalisme.

Dans cette situation, dans leurs congrès locaux et départemental, les adhérents de Loire Atlan-



tique, affirment la nécessité de l'existence d'un parti communiste français qui prenne en compte les réalités d'aujourd'hui.

Comme, il l'a fait en 2005 dans la victoire du non au Traité Constitutionnel Européen, il doit se fixer pour objectif de rassembler dans les luttes et dans l'action le peuple de gauche, les dominés, les exploités. Ce rassemblement implique de travailler à des majorités d'idées et des majorités politiques qui permettent le changement. Il se fera à partir d'objectifs concrets, avec les citoyens, dans leur diversité. Il ne pourra se réaliser que sur des objectifs clairs, audibles et une stratégie cohérente. Cette ambition exige que notre parti soit à l'initiative, ouvert, à l'écoute

rassembleur

Pour y parvenir, nous avons besoin d'une organisation et de directions qui donnent sens, pour construire et impulser cette démarche. Notre congrès départemental, montre qu'il est possible de concilier l'unité du Parti avec l'expression de la richesse et de la diversité militantes. »



La délégation élue pour le congrès national :

- Bisson Juliette
- Bontemps Gilles
- Blasco Manu
- Le Huédé Jean-Yves
- Mahé Véronique
- Maia Pedro
- Pernot Mireille
- Rica Michel
- Robin Marie-Claude
- Rollin Claudie
- Seassau Aymeric

Les propositions de la Loire-Atlantique pour le Conseil National :

- Pernot Mireille
- Rica Michel
- Seassau Aymeric



La nouvelle direction départementale



AUFORT Claude
BENATRE Marie-Annick
BISSON Juliette
BLASCO Manu
BONNET Christian
BONTEMPS Gilles
BONTEMPS Frédéric
BOUTET Michel
CABON Françoise
CHAILLOU Julien
CHAPEAU Patrice
CHENEAU Yannick
CORPARD Joël

DEJEU Michel
DELAHAIE Hubert
DELAHAIE Marie-Christine
FILLIATRE Benjamin
FLEURIMONT Sandrine
GOUTY Michel
GUIET Stéphane
GUILLE Marcel
JUSTY Marc
LANNUZEL Raymond
LE BOSSE Jean Noel
LE DAHERON Raymond
LEGAL Jean-Philippe

LUCAS Dominique
MAHÉ Sabine
MAHÉ Véronique
MAIA Pedro
MARCHAND Paul
MURRATI Jean Joel
PERCEVAULT Roseline
PERNOT Mireille
PICAUD Michèle
POTIRON Didier
RENEVOT Yvon
RICA Michel

RIOU Pierre
ROBERT Paul
ROBIN Marie Claude
RODRIGUEZ Jean Paul
ROLLIN Claudie
ROUGE Catherine
SAULNIER Christian
SEASSAU Aymeric
TRENCIC Alain
TURMEAU Jérôme
VINCE Yann

Les 12 secrétaires de section de Loire-Atlantique élus par les congrès locaux

3 Rivières

39 adhérents



Stéphane Guiet

Basse Loire

97 adhérents



Yannick Cheneau

Brière

221 adhérents



Véronique Mahé

Châteaubriant

53 adhérents

Jean-Pierre Le Bouhris (délégué de section)

Loire & Sèvre

137 adhérents



Pedro Maia

Nantes

473 adhérents



Aymeric Seassau

Pays de Retz

51 adhérents



Michel Boutet

Presqu'île

86 adhérents



Françoise Cabon

Rezé Sud Loire

176 adhérents



Dominique Lucas

Saint-Herblain Gèvres & Cens

68 adhérents



Sandrine Fleurimont

Saint-Nazaire

192 adhérents



Yvon Renevot

Val de Loire

62 adhérents



Patrice Chapeau

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

La crise en Loire Atlantique

Elle commence à se faire sentir dans les entreprises de notre département :

L'équipementier automobile **MSP Industries** placé en redressement judiciaire. La fonderie emploie actuellement 73 salariés.

ArcelorMittal prévoit des suppressions d'emplois. Le site de Basse-Indre en grève lors du CCE du 10 décembre.

Chantier naval nazairien : chômage technique dans les bureaux d'étude.

Manitou -1100 salariés- 3 semaines de chômage partiel pour la fin de l'année.

Chez **Leduc**, sous-traitant de Manitou, arrêt de l'entreprise du 18 décembre au 6 janvier.

Manuli Otim : chômage partiel et licenciement de 6 salariés sur 43.

Chez **Bouhier et Toyota** : les intérimaires sont renvoyés....

3^{ème} tir d'essai du missile M51

La France a procédé le 13 novembre à 10h05 au **troisième tir d'essai du futur missile M51**. Ce test effectué au Centre d'Essais de Lancement de Missiles de Biscarrosse dans les Landes a été effectué depuis un bassin construit pour l'occasion destiné à reproduire la pression marine. La France viole encore une fois le TNP. **A l'heure où les caisses de l'Etat sont soi-disant vides, ce sont des sommes considérables qui partent en fumée.**

La prison à 12 ans

La commission Varinard, chargée par Rachida Dati de réformer la justice des mineurs, propose ni plus ni moins d'abandonner les principes fondateurs de cette justice ; **le principe de la primauté à l'éducatif sur celui du répressif. La commission entend également abaisser la responsabilité pénale à 12 ans.** Après la vague de suicides et de tentatives de suicide d'adolescents dans les prisons de Meyzieu ou de Metz-Queuleu, qui révèlent l'échec de la politique pénale déjà ultra répressive du gouvernement à l'encontre des mineurs délinquants, retenir une telle proposition constituerait une véritable provocation.

Pour le Droit à défendre les Droits !

Privé de logement, un troisième français vient de mourir dans les bois de Vincennes. Ignoble dans le pays des Droits de l'homme. Au même moment, et au nom d'une justice de classe si chère à Nicolas SARKOZY, **le tribunal de police de Paris qui dit «rendre la justice» au nom de la République condamne l'association «Droit au logement» à 12 000 euros d'amende pour avoir l'an passé défendu les sans logis...**

Quel cynisme !

Madame Boutin réagit au décès de 3 SDF en un mois et s'interroge : «La grande question est de savoir s'il faut laisser la liberté du choix pour la personne ou au contraire prendre la décision de lui imposer d'aller s'héberger quand il fait froid».

Au-delà de sa tendance encore une fois liberticide, cette déclaration de la ministre laisserait entendre que si des SDF meurent de plus en plus nombreux et de plus en plus tôt dans la saison, la cause en serait un mauvais choix de leur part. **Le cynisme a toujours évité d'assumer la responsabilité de ses choix politiques et leurs conséquences !**

Délégation en Tunisie

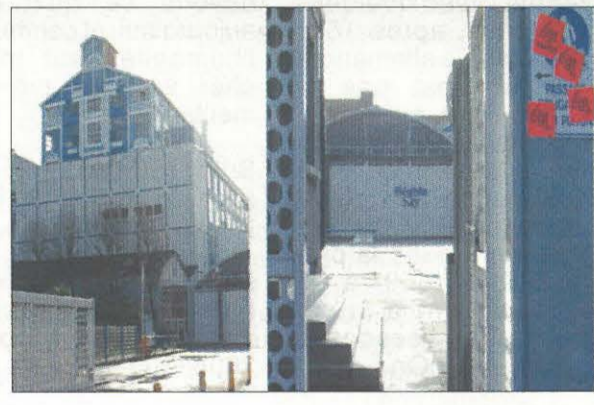
Une délégation de personnalités françaises de gauche, composée entre autre de MG Buffet, une élue de Nantes et 3 membres du collectif nantais de soutien aux Tunisiens du bassin minier de Redeyef, s'est **rendue en Tunisie fin novembre pour soutenir les familles du bassin minier de Gafsa.**

Fermé pour cause de déménagement !

Béghin Say ferme à Nantes, ouvre en Espagne. Cette annonce, 15 jours après la décision de fermer à Nantes, a provoqué la colère des 180 salariés de Béghin Say. Tereos a annoncé la signature d'un partenariat avec la coopérative espagnole Acor pour le raffinage de 120000 tonnes de sucre par an, soit la production de Béghin-Say, dans une raffinerie d'Espagne. **Le choix financier est donc clair !** «C'est simplement un report de production qui est fait via l'Espagne», explique Patrick Janin, délégué CGT. «Ce n'est pas normal, c'est privilégier la rentabilité, l'actionariat, au détriment du salarié et du savoir-faire», pointe-t-il.

Tereos a racheté le site de Nantes en 2004. Selon, ce groupe, la réforme du règlement sucre a «dégradé les conditions du raffinage» et les subventions n'ont cessé de baisser. Dans ce contexte, les 130000 tonnes annuelles de sucre roux ne suffisaient plus à éponger un déficit croissant. Le seul choix à faire pour maintenir l'équilibre du groupe **est de fermer le site de Nantes...** ou plutôt de transférer la production en Espagne. Ainsi le sort de l'usine symbole de l'industrie nantaise, la seule raffinerie de sucre de canne du groupe qui emploie au total 13000 salariés et possède neuf sucreries de betteraves en France était scellée.

En août 2007, le groupe coopératif français avait fermé 3 sites, 234 salariés étaient concernés, conséquence de la réduction de la production dans l'Union européenne pour Tereos elle était de 300 000 tonnes. Un effort jugé excessif par les syndicats, qui estiment que Tereos fait du zèle. **«Tereos va au-delà des exigences de Bruxelles pour pouvoir profiter des aides à la cessation d'activité».** On appelle cela la recherche effrénée de rentabilité qui fait tant de mal aux salariés aujourd'hui.



Message clair

Les résultats des prud'homales viennent entériner ceux des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale. La CGT, dans ces deux élections, a marqué d'importants progrès. Comme le rappelait Bernard Thibault lors du meeting du 26 novembre dernier : cela « traduit un message clair de mécontentement et d'exigence de prise en compte des revendications ». Dans le contexte économique et social actuel, une volonté offensive s'exprime, loin de la résignation préconisée par certains. **La CGT gagne 6 sièges**

au conseil de Nantes et 1 à St-Nazaire, c'est la seule organisation à connaître une telle progression. Avec 30,9% des voix, la CGT atteint son meilleur score depuis 20 ans dans les élections prud'homales. Elle devient la 1^{ère} organisation syndicale départementale. Elle



Tout est encore possible !



C'est à la veille des vacances d'été, que l'annonce de changement de statut et l'ouverture du capital de la Poste a été faite. Ce projet s'inscrit dans une logique de libéralisation totale de ces activités, déjà enclenchée depuis plusieurs années. Pour se préparer à cette privatisation, la poste a déjà mené un certain nombre de réorganisations qui ont détérioré la qualité de ses services et les conditions de travail de ses agents. Aller plus loin aujourd'hui ce serait remettre en cause un des rares services de proximité. Selon la loi, 90% de la population doit se trouver à moins de 5 kms et moins de 20 mn en voiture d'un point d'accueil postal ; mais ce n'est pas de point d'accueil dont les usagers ont besoin mais de véritables bureaux de poste regroupant la totalité des services.

Depuis le début, toutes les organisations syndicales de la Poste sont unies et rassemblées pour refuser tout processus de privatisation

et pour gagner un service public postal et rénové.

La mobilisation des postiers, des usagers, d'élus et de partis politiques est particulièrement forte.

Ils portent des propositions dont la démocratisation pour que chacun (usagers, élus, personnels) ait son mot à dire, une meilleure couverture du réseau, le développement des emplois et la fin des emplois précaires...

Le mémorandum de la CGT fait, par exemple, «la démonstration que rien, ni les directives européennes, ni la situation financière de La Poste n'obligent le gouvernement à changer le statut de l'entreprise et à ouvrir le capital et être porteur de propositions pour assurer l'avenir du service postal et des postiers».

Alors, continuons pour exiger comme nous y invite la CGT : «Ni privatisation, ni statu quo». **Faisons connaître les propositions alternatives et signer la pétition.**

instance à pouvoir trancher un litige d'ordre professionnel. A l'heure où le code du travail a été complètement détricoté ce rôle est dotant plus accentué.

Nous regrettons l'organisation déplorable de ces élections : **pas facile d'aller voter** - la désinvolture de la préfecture, le matériel pour vote par correspondance non reçu ...

Ces élections montrent, en tout cas, un changement dans la hiérarchie syndicale. B. Thibault attribue cette évolution : « à une stratégie syndicale, claire, offensive, qui sait être critique mais aussi force de propositions. » **Ce vote exprime en même temps un besoin d'agir sans tarder !**

Evènements, culture, idées.

Eric Hobsbawm

L'apport toujours actuel de Marx à l'histoire

Eric Hobsbawm est l'un des plus grands historiens contemporains. Son livre majeur «L'Âge des extrêmes, histoire du court XXe siècle» - quatrième d'une série sur l'histoire contemporaine, de 1789 à 2000 - suspecté de marxisme, a failli ne jamais être publié en français, avant une coédition belge (Ed. Complexe) et du Monde-Diplo, en 1999. Il analyse ici l'apport de Marx à l'histoire. Il s'agit de dix textes inédits, transcription de conférences données sur plus de 20 ans, qui témoignent d'une grande constance dans la conviction de l'intérêt du marxisme pour l'histoire, qui n'était pourtant guère de mise dans cette période où il était plus courant de professer la «fin de l'histoire» et la mort du marxisme. Les deux chapitres centraux, Karl Marx et l'histoire (1968) et La conception marxiste de l'histoire (1983) s'élargissent à d'autres champs d'investigation, dont, entre autres, L'histoire populaire (1985), Barbarie, mode d'emploi (1994) et Est-il possible d'écrire l'histoire de la Révolution russe ? (1996). Avec une érudition volontiers francophile, lorsqu'il cite M. Bloch, F. Braudel, G. Lefebvre ou G. Rudé. Alors que le stalinisme a diffusé la version dénaturée d'un «marxisme vulgaire», et que l'effondrement de l'URSS a condamné l'espoir d'un communisme issu de la révo-

lution d'Octobre, Marx reste aujourd'hui, montre-t-il, une formidable source d'inspiration pour comprendre l'histoire.

Si Marx a bien sûr étudié l'histoire et d'une manière extrêmement érudite, presque aucun des titres de ses œuvres ne contient le mot histoire, remarque E. Hobsbawm. Ses écrits historiques sont presque entièrement constitués d'analyses politiques de l'actualité et de commentaires journalistiques (Nouvelle Gazette Rhénane).

Alors que Marx, on le sait, a surtout écrit des textes philosophiques, économiques et politiques, l'auteur soutient cependant que «le principal apport de Marx aux historiens actuels se trouve dans ses assertions sur l'histoire». Ses analyses politiques d'histoire immédiate, comme Les Luites de classes en France et le Dix-Huit-Brumaire de Louis Bonaparte, sont «réellement remarquables, [même] s'ils n'étaient pas écrits comme de l'histoire, dans le sens où l'entendent ceux qui se livrent à l'étude du passé». Bien qu'il garde l'im-

pression que nombre d'historiens marxistes-vulgaires ne sont pas allés plus loin que la première page du Manifeste du parti communiste, et de cette phrase qui affirme que «l'histoire [écrite] des sociétés existant jusqu'à présent est l'histoire des luttes de classes»,

E. Hobsbawm souligne : «ceux d'entre nous qui se souviennent de leur première rencontre avec le matérialisme historique peuvent encore témoigner de l'immense force libératrice d'aussi simples découvertes». Pendant des générations, la conception matérialiste de l'histoire a été la partie la moins remise en cause du marxisme. «A juste titre, on la considérait comme son cœur». On peut la résumer en une seule phrase, qui se répète, avec quelques variantes, après 1846 (L'idéologie allemande) : «Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience». Sa formulation la plus complète se trouve dans la préface de 1859 à la Contribution à la critique de l'économie politique. On peut

certes s'interroger si on reste marxiste en la rejetant, mais «il est néanmoins parfaitement clair que cette formulation ultraconcrète demande un peu plus d'élaboration».

D'où cette conclusion : «Marx demeure la base essentielle de toute étude adéquate de l'histoire, car - jusqu'à présent - il est le seul à avoir tenté de formuler une approche méthodologique de l'histoire dans son ensemble, et d'envisager et d'expliquer tout le processus de l'évolution humaine». Certes, «Marx n'a pas dit le dernier mot, loin de là, mais il a dit le premier, et nous sommes encore obligés de poursuivre le discours qu'il a débuté». C'est pourquoi, «dans un futur prévisible, nous devons défendre Marx et le marxisme, dans le domaine historique et en dehors de celui-ci, contre ceux qui les attaquent sur les terrains politique et idéologique. En faisant cela, nous défendons aussi l'histoire, et la capacité de l'homme à comprendre comment le monde est devenu ce qu'il est aujourd'hui, et comment l'humanité peut marcher vers un monde meilleur».

Brillante démonstration, avec un humour so british qui ne gêne rien.

E. Hobsbawm, **Marx & l'histoire**, Textes inédits, Ed. Demopolis, 2008, 208 p., 21 €.

LIRE

Lucien Sève et la révolution biographique

Lucien Sève fait partie de ces rares philosophes français que la succession des différentes modes intellectuelles de ces dernières décennies - du structuralisme au postmodernisme - n'a jamais dissuadé de continuer à explorer les voies autrefois ouvertes par Marx.

C'est pourquoi le regain d'intérêt dont bénéficie aujourd'hui l'auteur du Capital dans les sciences humaines et en philosophie, mais aussi dans le monde politique, devrait inciter à découvrir ou à redécouvrir une œuvre très riche dont L. Sève cherche lui-même à établir le bilan sous le titre général «Penser avec Marx aujourd'hui».

Dans ce deuxième volume, il cherche à montrer que Marx n'a pas été seulement un penseur des masses et des classes, mais aussi un grand théoricien de l'individu et que, à ce titre, ses recherches peuvent justement être qualifiées d'anthropologiques. Car analyser une formation sociale, c'était, pour lui, montrer comment les rapports sociaux prédominants dessinent des «formes d'individualité» (par exemple celles du prolétaire ou du bourgeois) qui fournissent le cadre général de pratiques et d'attitudes qui, au gré des circonstances diverses, deviendront celles d'une individualité singulière, d'une «personnalité». En fin de compte, pour l'auteur de «L'Homme», ce qui rend pertinent l'apport marxien à la psychologie et à l'anthropologie d'un point de vue contemporain, c'est l'attention nouvelle aux situations critiques de souffrances et d'aliénation qu'il permet.

Le mérite de Lucien Sève est ainsi de rappeler, en l'explicitant avec toute la rigueur requise, cette intuition méconnue de Marx : pour comprendre notre temps, une bonne théorie économique ne suffit pas, si importante soit-elle. Il nous faut aussi une pensée de l'individu, et, en particulier, une psychologie qui soit sensible et qui nous rende sensibles au contraste crucial qu'offrent les conditions de vie épanouissantes et les conditions de vie aliénantes.

S. Haber
Lucien Sève, **Penser avec Marx aujourd'hui**, T.2, «L'Homme» ?, Ed. La Dispute, 2008, 586 pages, 35 €



VOIR...



Il n'y a pas d'enfants ici...

Le Conseil régional des Pays de la Loire et l'association des Amis de la Fonda-

tion pour la mémoire de la Déportation présentent jusqu'au 19 décembre «Il n'y a pas d'enfants ici : Auschwitz, Gross Rosen, Buchenwald», exposition de dessins d'un enfant déporté en camp de concentration. Lorsqu'il est libéré du camp de concentration nazi de Buchenwald, 2 ans après son arrestation, Thomas Geve a 15 ans et veut témoigner. Il réalise alors 79 dessins sur sa vie d'enfant déporté, sur la barbarie nazie, mais aussi sur la solidarité qui naît de la plus extrême misère. Rien ne lui a échappé. Ce carnet de «voyage» de l'enfer des camps est un témoignage unique dans l'histoire de la déportation des enfants et des adolescents.

Hôtel de Région, Île Beaulieu à Nantes.
Entrée Libre du lundi au vendredi, de 8h30 à 18h.

MÉDIAS

Fin de la TV Publique ?

Alliant la rigueur du juriste et la sagacité de l'analyste politique, Serge Regourd, professeur à l'Université de Toulouse, nous propose ici un éclairage d'une rare précision sur les exigences d'une télévision de service public et les conditions de sa redémption.

Le formidable coup politique du président de la République, avec sa décision de supprimer la publicité dans le service public audiovisuel, si elle n'est pas accompagnée des

financements nécessaires, risque en vérité de remettre en cause l'existence même de la télévision publique.

Selon lui, «la télévision, archétype du média de masse, est en permanence en butte avec deux risques de dépendance, alternatifs ou cumulatifs : dépendance politique à l'égard des pouvoirs publics, dépendance économique à l'égard des grands intérêts marchands, les uns et les autres de nature à



hypothéquer les précédents signes distinctifs de la télévision de service public».

Retraçant la singularité de l'histoire de la télévision publique, de «la voix de son maître» à la privatisation de TF1, en passant par le démantèlement de l'ORTF, S. Regourd met en

garde sur l'instrumentalisation des mutations technologiques et sur les contraintes européennes concernant les télévisions

publiques.

En fin connaisseur des modèles européens, il prône une réévaluation des missions du service public en termes de qualité des programmes, de pluralisme et de définition d'un modèle culturel spécifique.

Et s'interroge, pour finir : l'objectif ultime du chef de l'État, n'est-il pas en réalité d'en finir avec l'idée même de service public audiovisuel ?

Serge Regourd, **Vers la fin de la télévision publique ?** Ed. de l'At-tribut, Coll.

Culture en questions, octobre 2008, 13 €

près de vous

Savenay

Le maire «apolitique» au sommet de l'Etat UMP

André KLEIN, a été nommé auprès de Gérard LARCHER, président UMP du Sénat. «C'est plus que "la cerise sur le gâteau" pour une carrière politico-préfectorale déjà bien remplie. Et qui ne pose pas seulement des questions de cumul des fonctions et d'agenda d'élu "surbooké"» remarque Jean Yves MARTIN élu à la communauté de communes.

«A l'heure du "big-bang" sarkozien d'une énième réforme à la hussarde, celle du "mille-feuille territorial", qui pourrait, dit-on, conduire à la disparition des départements, voire des communes, fondues dans les intercommunalités, le nouveau "conseiller technique pour les affaires générales" aura, à l'évidence, un rôle politique clé à jouer auprès du président UMP de cette assemblée des collectivités territoriales qu'est le Sénat. En un seul jour par semaine?... Cette nomination sous les lambris dorés du Palais du Luxembourg - à quelques heures de TGV de la trop modeste mairie de Savenay - porte à l'évidence un coup définitif au mythe de «l'apolitisme» du leader de la nouvelle majorité municipale savenaysienne».

Formation

31 000 apprentis en Pays de la Loire

Invitée par les responsables du centre départemental de formation des apprentis du bâtiment à la cérémonie de remise de diplômes aux lauréats des CAP et BEP 2008, Michèle PICAUD, qui représentait la Région des Pays de la Loire (31000 apprentis), a rappelé que la formation professionnelle était une priorité de son assemblée et qu'elle représentait un quart des dépenses de son budget.

Service Minimum d'Accueil

Le sous préfet bat en retraite

Mardi 2 décembre, les communes de Brière étaient «invitées» chez le sous préfet de Saint-Nazaire qui, agissant sur ordre de Bernard HAGELSTEEN, préfet de Loire Atlantique, particulièrement soucieux, rappelait il dans un courrier adressé à tous les maires, de faire appliquer «concrètement et effectivement» le service minimum d'accueil en cas de grève dans les écoles.

Mais, entre temps, le congrès des maires de France et la colère manifestée par les élus de tous bords était passée par là. «Le sous préfet a fait machine arrière» remarque Chantal BEYER, maire adjointe à l'enseignement de Montoir de Bretagne.

Il a reconnu «qu'à l'impossible nul n'est tenu» et a demandé aux maires de «faire ce qu'ils pouvaient avec ce qu'ils avaient» !

L'invité

■ Quelle politique portuaire demain ?

La privatisation des ports (communistes et socialistes ont voté contre au Parlement) s'accompagne d'une série d'éléments inquiétants qui confirment non seulement l'absence d'une véritable politique maritime française mais aussi de nouveaux désengagements de l'Etat dans le domaine portuaire, particulièrement sur la façade atlantique où des projets importants sont remis en cause (le terminal méthanier à Bordeaux, par exemple). Tout aussi inquiétants, à la veille du bradage du patrimoine aux grands groupes privés, sont les silences gouvernementaux sur la délocalisation de Tereos (usine emblématique du port de Nantes) vers l'Espagne ou les annonces qui laissent entendre que le nouveau président du grand port maritime Nantes Saint-Nazaire pourrait être l'actuel président du conseil économique et social de Poitou Charente dont le port légitime est La Rochelle. Préoccupants aussi sont les ballons d'essai lancés sur Donges Est par les éternels partisans de la croissance zéro ! Rappelons, au passage, que la justification officielle de la réforme portuaire était de se hisser au niveau des ports européens et de créer 30 000 emplois dans les ports français. Pourtant, au moment où les Etats européens investissent très fortement pour le développement de leurs infrastructures qu'il s'agisse d'Anvers, de Rotterdam, de Hambourg, de Bilbao ou de Dublin, le gouvernement Fillon se désengage, vend au plus offrant, est le champion toutes catégories des transferts de charges sur les collectivités.

Ce qui fait la force du grand port maritime Nantes Saint-Nazaire (c'est ainsi qu'il s'appelle aujourd'hui), c'est la multiplicité de ses sites et la diversité de ses trafics alimentant de véritables filières industrielles et agro alimentaires. Le développement des vracs secs comme les trafics liés au recyclage (métaux, ferraille...) ou le projet d'autoroute de la mer nécessitent de nouveaux espaces. Or, tout le monde sait, aujourd'hui que, sauf à vouloir le déclin de l'activité, les seuls espaces autorisés dans l'estuaire pour le développement portuaire sont Donges Est, Le Carnet et Cheviré. Il faut donc, d'urgence, respecter les engagements pris, lors de la conférence régionale d'aménagement, engagements inscrits dans la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) qui s'impose à tous puisqu'elle a reçu l'approbation du Conseil d'Etat.



Gilles Bontemps, secrétaire de l'association départementale des élus communistes et républicains

L'activité

■ Région

L'augmentation de la TIPP n'est pas une fatalité

Une part de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) est aujourd'hui votée par les Régions. Un cadeau empoisonné de la part de l'Etat voulant ainsi compenser une partie de ses transferts de charges. Vendredi 21 novembre, l'assemblée régionale a confirmé, pour 2009, le dispositif qu'elle avait mis en œuvre cette année : 1,77 centimes par litre de taxe pour l'essence sans plomb, 1,15 centimes par litre pour le gazole. Les communistes se sont abstenus. Certes, cela rapporte 170 millions d'euros mais, outre qu'il manque encore 20 millions sur les transferts de charge, «ce n'est ni une demande, ni un choix du Conseil régional, c'est une décision imposée par le gouvernement !» a rappelé Hubert DELAHAIE. La TIPP, «est un impôt indirect injuste qui frappe les consommateurs et particulièrement les salariés qui, le plus souvent, sont contraints de faire cette dépense n'ayant pas d'autre moyen pour se rendre à leur travail». L'élu de Brière a plaidé pour d'autres choix gouvernementaux comme de réduire la TVA qui représente 60% de prix des carburants, «un prélèvement sur les 11 milliards d'euros de profits de Total...», revenir sur la diminution de l'impôt sur les grandes fortunes ou sur le paquet fiscal de 15 milliards d'euros.

■ Trignac

Avec Cardiff, une longue histoire...

La municipalité a récemment invité Gareth MILES, auteur et scénariste de la télévision galloise pour une soirée conviviale au centre culturel Lucie Aubrac. Les liens qui unissent la commune de Brière et le Pays de Galles sont anciens. Ils datent du temps où les forges se fournissaient en charbon venu de l'autre côté de la Manche. La solidarité avait également fonctionné à plein au moment de la grande grève des gueules noires contre la «dame de fer» en 1984/1985.

Lors de la dernière coupe du monde de rugby, Trignac qui, avec le concours de nombreuses associations, avait réalisé une exposition appelée «De Cardiff à Trignac, du charbon pour les forges, la solidarité ouvrière» avait mis un point d'honneur à accueillir les joueurs et les jeunes de Cardiff sur son terrain.

Les nombreux points communs et les liens d'amitiés qui unissent les deux villes pourraient, a suggéré le maire, Sabine MAHE, être les premières pierres d'un jumelage possible entre les deux villes.



■ Hôpital de Nantes

Raymond Lannuzel vote contre le plan de «modernisation»

Membre du conseil d'administration de l'hôpital de Nantes, Raymond LANNUZEL a voté contre le projet dit «de modernisation» qui doit être signé entre l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH) et le centre hospitalier universitaire. «Tout ce que j'avais indiqué lors du conseil d'administration de juin demeure d'actualité a rappelé l'élu communiste Nantais, l'indispensable modernisation de notre établissement et son transfert sur l'île de Nantes, le développement du pôle universitaire, l'enseignement et la recherche qui doivent être développés...Mais cela ne peut s'accomplir par une maîtrise des moyens financiers qui va à l'encontre des buts recherchés». Qu'il y ait des rationalisations à proposer Raymond LANNUZEL ne le nie pas «mais la gestion d'un grand pôle public ne doit pas dépendre de la mise en application de la seule T2A imposée dogmatiquement par le président de la République lui-même aux établissements hospitaliers... Pour mettre à flot les finances de nos hôpitaux publics en suivant cette logique absurde, il faudrait en fermer la moitié !» S'agissant de l'hôpital de Nantes obéir à une telle logique comptable c'est appeler au départ volontaire de plusieurs centaines de personnes ce que représente «une pression intolérable sur les personnels hospitaliers déjà lourdement pénalisés par des conditions de travail souvent à la limite du supportable».





■ Jeu du vin et de la vigne

Question 1 – De qui est l'expression « Les bons crus font les bonnes cuites » ?

- Coluche
Pierre Dac
Jean-Marie Bigard

Question 2 – En quelle année les vins de Savoie ont-ils été classés AOC ?

- 1973
1975
1977

Question 3 – De quel cépage est issu le vin jaune du Jura ?

- Le Chardonnay
Le Savagnin
Le Romorantin

Question 4 – Le Chignin est :

- Un vin blanc de Savoie
Un cépage du Languedoc
Un vin de l'Allier

Question 5 – Parmi ces vins, lequel n'est pas un vin doux naturel ?

- Le Banuyls
Le Rivesaltes
Le Collioure

Question 6 – Le Pouilly Fuissé est une appellation :

- Du Maconnais
De la Côte Chalonnaise
De la Loire

Question 7 – « Le lyrisme est né dans le vin » de quel acteur est cette expression ?

- Jean Carmet
Louis Jouvet
Michel Simon

Question 8 – Le vin blanc moelleux AOC Saussignac est issu d'un cépage ?

- Sémillon
Maseng
Chenin

Question 9 – Combien de temps, un champagne doit-il resté en bouteille avant d'être commercialisé ?

- 2 ans
3 ans
5 ans

Question 10 – En Alsace, quel est l'autre nom du Pinot blanc ?

- Le Chasselat
L'Edelwicker
Le Klevner

Le questionnaire est à envoyer à la Fédération du P.C.F. avant le 26 décembre 2008. Ceux qui auront au minimum, 8 bonnes réponses, se verront remettre un lot. Les résultats seront publiés dans l'édition du 15 Janvier de NLA.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction :
Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pédro MAÏA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

■ Erratum

Une erreur s'est glissée dans la carte des vins que nous vous avons proposé dans le précédent numéro. Nous reproduisons donc l'intégralité de l'offre de champagne.

Champagnes

Fontaine 13 €
Henri Giraud tradition brut (1/2 bouteille) 12 €
Henri Giraud tradition brut 19 €
Henri Giraud cuvée réserve 22 €

■ Banquet de la section de Nantes

La section de Nantes a décidé de renouer avec des traditions festives et fraternelles en proposant un banquet convivial de fin d'année. L'occasion de se retrouver autour d'un verre et d'une Paella pour partager et échanger. Le repas est proposé à 12 €. Il aura lieu le vendredi 19 Décembre, à partir de 19H00 à la nouvelle salle festive de Malakoff. Celles et ceux qui souhaitent y participer peuvent s'inscrire en appelant ou en envoyant des chèques de réservation à la section de Nantes du PCF (22 rue des Hauts Pavés 44000 Nantes. 02 40 35 69 43)

■ Grande tombola de la section de Nantes

Pour travailler à relancer la bataille du financement du PCF, la section de Nantes organise une grande tombola avec à gagner 1 Home cinéma, 1 TV LCD (19"), 1 balladeur CD MP3, 1 micro chaîne, 1 toaster électrique, 1 radio réveil... Et de très nombreux autres lots. Les billets sont en vente auprès des militants de la section de Nantes (02 40 35 69 43) au prix de 2 €, le tirage au sort aura lieu à l'occasion du banquet de section le 19 Décembre.

Bâillonner les idées c'est étouffer la démocratie.

Par Yannick Cheneau



Je n'ai jamais connu quelque rejet qu'il soit à la fonction de journaliste. Un travail difficile,

ingrat quelque fois mais qui doit être, je crois, aussi très passionnant.

Il s'agit en effet de transcrire par l'écrit, l'image ou la parole de ce qui se passe autour de soi, l'actualité, l'évènement, l'enquête, l'idée ou la réaction. Ce n'est pas un mince travail qui est toujours plus ou moins imprégné de ce que le

Coup de gueule !!

journaliste pense lui-même et également par la ligne éditoriale de son titre de sa chaîne ou sa station (car malheureusement même ceux qui se disent des médias d'informations vont bien au-delà de la formule consacrée et participent au concert de la «bonne pensée»). C'est là qu'intervient à mon avis la notion de l'objectivité. L'écrit, l'image ou la parole est ainsi souvent déformée, tronquée, triturée, aménagée ou au pire oubliée, livrée aux oubliettes de l'histoire, par les propres convictions, avis ou voire certitudes de l'auteur l'ont emporté sur la narration du fait. J'appellerai cela tout simplement la vie.

Mais là où je m'insurge, c'est quand le manque d'objectivité devient une règle d'or de la part de celui qui devrait rapporter

l'évènement, quand la façon de traiter l'actualité, l'enquête l'idée ou la réaction devient partisane et prend ouvertement et sans retenue faits et cause. Il y a là manifestement un manquement grave à une déontologie du journalisme.

J'en prends pour exemple le traitement de l'information politique. Le Parti Communiste Français n'existerait plus à l'écoute des grands medias.

Je n'en rajouterai pas sur le déferlement en son temps du traitement des amours du Président et des suites de celles-ci ou bien plus récemment des soubresauts au sein du parti socialiste cherchant programme et secrétaire. Combien de chroniques qui outre le fait de remplir les pages et les temps d'antenne n'ont assurément pour fonction que de rentrer dans une ligne «politiquement correcte»

qui consiste tout simplement à ignorer tout ce qu'il y a autour et ainsi plonger tête baissée dans un bi-partisme à l'américaine. Certes me direz-vous il y a «la promotion orchestrée» d'un Besancenot dont l'objectif inavoué n'est de faire mal ni à l'une ni à l'autre des nouveaux héros de la politique française. Oui mais cela ne gêne en rien le schéma général et permet de «se donner bonne conscience» sur «une objectivité maïso»

Rien ne me paraît plus nauséabond pour la démocratie que de laisser se perpétuer une telle dérive. Je crois qu'il est urgent de bousculer les choses, d'agir pour redonner à l'information la noblesse qu'elle n'aurait jamais du perdre. Cela va de notre comportement de citoyens comme de ceux qui détiennent la plume et le micro et qui devraient réfléchir, outre leurs convictions personnelles à qui profite d'empêcher la diversité de s'exprimer...